

Le super-conseil des ministres reporté

Le 2^e conseil des ministres extraordinaire devait avoir lieu ce week-end. On devait y parler emploi et économie. Il sera reporté, sans doute début juillet...

● **Caroline FIXELLES**

Initialement prévu ce week-end, le 2^e conseil des ministres extraordinaire ne devrait pas avoir lieu ce samedi. En tout cas, c'est ce qui circule au sein du gouvernement. Après une première réunion thématique le 14 mai dernier à Val Duchesse sur la sécurité et la justice, qui avait accouché de 28 mesures pour 105 millions €, deux autres conseils des ministres extraordinaires étaient prévus ces 10 juin et 8 juillet, consacrés d'une part à l'économie et à l'emploi, et d'autre part à la pauvreté et à la politique sociale.

Des réunions qu'avait annoncées Charles Michel après les vacances de Pâques, marquées par des tensions au sein de la majorité. Et ce, histoire de créer un moment mé-

diatique et montrer que le gouvernement reste uni et agit.

Mais les bilatérales, sur lesquelles doit se baser le Premier pour déterminer l'ordre du jour des deux prochaines réunions, sont toujours en cours, apprend-on.

Et si les ministres ont déjà introduit leurs fiches avec les mesures proposées, ce ne serait pas le branle-bas de combat auquel on pourrait s'attendre dans les cabinets à trois jours d'un super-conseil des ministres. Les mesures n'ont pas encore été traduites, les slides ne sont pas prêts... Ce 2^e rendez-vous serait donc reporté, sans doute début juillet, laisse-t-on entendre.

Un super week-end

Un rendez-vous qui serait par ailleurs combiné avec le 3^e conseil, à l'occasion d'un super week-end où l'on aborderait donc à la fois l'économie, l'emploi, la pauvreté et la politique sociale.

Mais pourquoi ce changement de timing ? Pour des questions d'agenda, disent certains...

Ou serait-ce la fameuse réforme de l'impôt des sociétés (Isoc) qui coince encore et toujours ? Car on

sait que le plus gros des tractations se fait en amont de ce type de réunion où seuls les derniers détails sont négociés. Or, il y a quelques jours, le ministre des Finances, Johan Van Overtveldt (N-VA), disait à La Libre espérer faire passer ce dossier épineux lors de ce super-conseil des ministres...

Une réforme, amenée sur la table par le parti nationaliste flamand, à laquelle sont liées – et c'est là que ça coince – une taxation des plus-values (vouluc par le CD&V) et la mobilisation de l'épargne (désirée par l'Open Vld). Lors du conclave budgétaire d'octobre, ces points avaient provoqué des remous dans la majorité qui avait décidé de reporter l'affaire à 2017.

En outre, certains dans la coalition remettraient en cause la méthode du Premier et le timing de ces réunions extraordinaires : s'accorder sur des mesures – qui coûtent de l'argent – et seulement ensuite se pencher sur le budget.

Car cet été, la Suédoise devra négocier les budgets 2018 et 2019. Un « *exercice vérité* » où il faudra trouver plusieurs milliards. C'est dire si l'été du fédéral sera chargé... ■